

Le ramadan commence dans quelques jours : l'État islamique appelle à frapper

Article rédigé par *contact*, le 26 mai 2016

[Source: Boulevard Voltaire]

Ce genre d'appel prend une résonance particulière à quinze jours de l'Euro.

« *Faites de ce mois, avec la volonté de Dieu, un mois de malheurs pour les infidèles partout où ils se trouvent* » : dans un message audio-diffusé samedi dernier, un porte-parole de l'État islamique s'est adressé « *aux soldats et aux partisans du califat en Europe et en Amérique* » pour les appeler à frapper pendant le ramadan, qui commence au début du mois de juin. La France serait notamment visée.

Il s'agit sans doute, pour les djihadistes, de remonter le moral des troupes, de prouver que les défaites militaires en Irak ou en Syrie n'entament pas leur détermination et d'entretenir la peur. Mais la menace doit être prise au sérieux.

Ce genre d'appel, qui n'est pas nouveau, prend une résonance particulière à quinze jours de l'Euro. Devant la Commission de la défense nationale et des forces armées, le patron de la DGSI a récemment expliqué que la France est « *le pays le plus menacé* », tant par l'État islamique que par Al-Qaïda. De nouvelles attaques seraient planifiées, utilisant des combattants déjà sur place ou empruntant les voies qui facilitent l'accès à notre territoire : « *Une campagne terroriste caractérisée par le dépôt d'engins explosifs dans des lieux où est rassemblée une foule importante.* »

On souhaiterait que le gouvernement, qui assure prendre toutes les précautions, prît la mesure du danger et en tirât toutes les conséquences. Les incidents qui se sont produits au Stade de France, lors de la finale de la Coupe, ne sont pas de nature à rassurer : la Fédération française de football a, certes, ouvert une procédure disciplinaire, précisant que *éle plan de sécurité mis en place ne correspondait pas intégralement au dispositif définitif prévu pour l'Euro 2016*. Heureuse nouvelle ! Mais il eût été préférable que ce match fût l'occasion d'expérimenter des mesures draconiennes et non de l'à-peu-près.

Nos dirigeants actuels sont-ils à la hauteur ? Il est permis d'en douter – sans compter qu'ils ne sont pas dénués de visées politiciennes. Dans le domaine du terrorisme comme dans d'autres, leur action est marquée par un manque de cohérence et un activisme désordonné. Pourquoi ne pas dire plus clairement que l'islamisme radical est en cause ? Pourquoi ne pas en tirer toutes les conséquences sur le plan diplomatique ? Pourquoi ne pas fermer systématiquement les mosquées où se propage la haine de l'Occident ? Pourquoi ne pas reconnaître que des terroristes se glissent dans le flux des migrants ? Par leurs silences ou leurs hésitations, nos dirigeants suscitent eux-mêmes l'amalgame, qu'ils prétendent dénoncer, avec nos compatriotes de confession musulmane.

L'État islamique ne se définit pas par la possession d'un territoire délimité, qu'il suffirait de reconquérir pour effacer la menace. Il se déplace en fonction des circonstances. Il suscite des vocations à l'intérieur même des pays européens. Il est, par essence, impérialiste et expansionniste. Sa barbarie est sans limite. Récemment, vingt-cinq personnes, soupçonnées d'espionnage, ont été immergées dans une baignoire pleine d'acide jusqu'à ce que leurs organes se dissolvent. Un enfant chrétien âgé de 12 ans, à Mossoul, a été brûlé vivant parce que ses parents n'avaient pas payé une taxe religieuse.

Les terroristes ne sont pas des enfants de chœur. Ce sont des fanatiques d'autant plus dangereux qu'ils ont la certitude d'avoir raison. Pour les combattre efficacement, il faudrait autre chose qu'un gouvernement de fantoches, dont l'autorité est de plus en plus contestée et qui est obsédé par les prochaines élections.

Jean-Michel Léost

Professeur Honoraire